



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire
relatif à la reconstruction des installations exploitées par
la société CSI SUD-OUEST, située 143 chemin de Fenouillet à TOULOUSE (31 200)**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 011 du 22 février 2000 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence n° 106 du 1^{er} août 2024 ;

Vu la visite d'inspection de la société CSI Sud-Ouest en date du 29 juillet 2024 et le rapport d'inspection du 2 septembre 2024 ;

Vu la visite d'inspection de la société CSI Sud-Ouest en date du 13 février 2025 et le rapport d'inspection du 17 février 2025 levant l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 1^{er} août 2024 ;

Vu le dossier de porter à connaissance de la société CSI SUD-OUEST pour son site de Toulouse, transmis par courriel du 26 février 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mars 2025 ;

Considérant qu'un incendie a eu lieu dans la nuit du 26 au 27 juillet 2024, touchant intégralement le bâtiment dédié au traitement de surfaces, au sein de l'établissement exploité par la société CSI Sud Ouest, sur la commune de Toulouse ;

Considérant qu'il convient, dès lors, que l'exploitant dépose un porter-à-connaissance pour la reconstruction de son bâtiment en lieu et place du bâtiment incendié ;

Considérant que les modifications réalisées par la société CSI SUD-OUEST consistent en la reconstruction de son bâtiment dédié au traitement de surfaces ;

Considérant que l'exploitant a demandé à déroger à l'article 5 imposé par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié ;

Considérant l'avis du SDIS pour cette demande de dérogation du 5 mars 2025 ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques et impacts ;

Considérant, par conséquent, que les modifications réalisées par l'exploitant ne sont pas substantielles ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), dans sa séance du 10 avril 2025, a émis un avis favorable à la demande présentée par la société CSI SUD-OUEST ;

Considérant que le projet d'arrêté a été communiqué à l'exploitant, le 10 avril 2025 ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 10 avril 2025 dans lequel l'exploitant n'a pas formulé de remarque sur ce projet d'arrêté ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société CSI SUD-OUEST, SIRET n° 332 467 141 00021, dont le siège social est situé 143, chemin de Fenouillet à TOULOUSE (31200), et situées à la même adresse, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Art. 2 : Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 22 février 2000 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
2565.2.a)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	4 chaînes verticales (Flash, E Renfort, Dorure, Surfusion) de 20 m ³ de bains dont 1 seul bain cyanuré de 155 l en Dorure 6 types de machines horizontales (Préparation, Développement, Nettoyage, Gravure, Stripping, Oxyde de 6 m ³ de bains Soit 26 m³ de bains sans cadmium, cyanures < 200 l	E

E : enregistrement

Art. 3 : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 modifié susvisé s'appliquent aux installations de traitement de surface décrites à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 22 février 2000 modifié, dans les conditions précisées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié et à l'exception de l'article 5 remplacé par l'article 12 du présent arrêté et de l'article 33.III.3 remplacé par l'article 5 du présent arrêté.

Art. 4 : La station de détoxification comprend les étapes de traitement suivantes, pour un rejet journalier maximal de 75 m³:

- stockage des bains acides concentrés, incorporés à petit débit en tête de station ;
- neutralisation à la chaux ;
- floculation-décantation avec déshydratation des boues par filtre-presse ;
- contrôle du rejet.

Deux étapes de finition seront rajoutées en amont du contrôle final :

- une filtration pour maîtriser le rejet de matières en suspension ;
- un traitement sur résines échangeuses pour limiter la teneur en métaux dissous.

Art. 5 : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résistants, dans le temps, aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Art. 6 : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants:

- les eaux usées sanitaires, dirigées vers le réseau communal des eaux usées ;
- les eaux pluviales de voiries et de toitures, évacuées vers le réseau d'eaux pluviales de la commune ;

- les eaux de sortie de la station de détoxification qui seront envoyées vers le réseau d'eaux pluviales de la commune ;
- les eaux de rejet de l'unité de fabrication d'eau ultrapure qui seront envoyées vers le réseau d'eaux pluviales de la commune.

Les effluents issus des bains de traitement de surfaces (bains usés, notamment) ne sont pas rejetés dans le réseau ou le milieu naturel, mais pompés directement depuis les cuves pour être évacués en tant que déchets, conformément à la réglementation en vigueur dans des filières de traitement adaptées.

Les bains usés de traitement de surface sont soit stockés dans une cuve de reprise et traités à petit débit à la station, soit stockés dans des contenants adaptés pour être évacués en tant que déchets, conformément à la réglementation en vigueur vers des filières de traitement agréées.

Art. 7 : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes:

Point de rejet interne :

Point de rejet interne au site	N°1
Repérage cartographique	Station de traitement de détoxification
Nature des effluents	Bains de rinçage en provenance de l'atelier de traitement de surfaces
Exutoire des rejets	Réseau pluvial du site
Traitement avant rejet	Station physico-chimique
Milieu récepteur	Réseau pluvial communal vers La Garonne

Point de rejet vers le milieu récepteur :

Point de rejet interne au site	N°2
Repérage cartographique	Station de traitement de détoxification
Nature des effluents	Eaux pluviales + Eaux de rejet n°1 + Eaux sortie adoucisseur
Exutoire des rejets	Réseau pluvial du site
Traitement avant rejet	/
Milieu récepteur	Réseau pluvial communal vers La Garonne

Art. 8 : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont récupérées dans des caniveaux et dans une fosse de rétention étanche au sein du bâtiment, l'ensemble représentant un volume de confinement de 350 m³ utiles. Les opérations de livraison de produits chimiques et d'enlèvement de bains usés s'effectuent sur une plateforme étanche connectée à une rétention de 28 m³ au sein du bâtiment.

Un bassin d'écêtement des eaux pluviales est aménagé sous voirie ; il est étanchéifié et équipé d'un organe de régulation obturable, avant rejet vers le réseau d'eaux pluviales.

L'ouvrage d'écêtement ainsi que l'organe d'obturation sont contrôlés, entretenus et testés en tant que de besoin et a minima une fois par an. L'exploitant peut justifier de ces contrôles.

Art. 9 : Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de sept mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.

L'installation ne se situe pas au-dessus ou au-dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.

Un mur coupe-feu deux heures est mis en place sur les façades Nord et Ouest des zones à risque.

Art. 10 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 11 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 12 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 13 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Toulouse et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 14 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CSI SUD-OUEST.

Fait à Toulouse, le 11 4 AVR. 2025

Préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne


Pierre-André DURAND

